

Une vague brune marine ? Fascisme et *Front National*

Le FN voit actuellement ses idées banalisées et respectabilisées, singulièrement depuis l'accession de Marine Le Pen à sa présidence. Est-il en train de devenir un parti fasciste ? Marine Le Pen le prépare-t-elle au contraire à exercer le pouvoir dans le cadre d'un gouvernement populiste de droite extrême ? Il s'agit pour les communistes révolutionnaires de comprendre sa nature, sa fonction sociale et les transformations qu'il traverse actuellement, afin de le combattre efficacement.

Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes dans ce combat, la « gauche » se complaisant dans une critique moraliste du FN, inefficace et dangereuse (car elle revient à demander à une fraction de la bourgeoisie de protéger les travailleurs contre une autre), voire niant sa montée en puissance, notamment au sein de la classe ouvrière (exemple : Mélenchon déclarant péremptoirement que celle-ci « vomit Marine Le Pen »).

Qu'est-ce que le fascisme ?

Le fascisme est une forme de réaction brutale aux crises économiques, sociales et politiques du capitalisme, qui se développe dans une situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaire. Il se constitue d'abord comme un parti qui défend une idéologie réactionnaire et exerce la violence contre le mouvement ouvrier. S'il arrive au pouvoir, il devient un mode de contrôle totalitaire au service d'un capitalisme national.

Plusieurs phénomènes se croisent pour créer les conditions d'émergence du fascisme. D'une part, la bourgeoisie veut préserver ses profits face aux troubles sociaux. De l'autre, les classes moyennes craignent d'être repoussées dans les rangs du prolétariat par la pression du grand capital. Enfin, une partie du prolétariat, particulièrement ses couches les plus défavorisées et dépourvues de conscience de classe, cherche une alternative à la crise du système. La première lui apporte un soutien financier, la seconde son socle militant, la troisième les masses dont il a besoin pour se porter au pouvoir.

Le fascisme se pose en recours : il prétend être la troisième voie entre la tyrannie d'en haut et le désordre d'en bas, la seule permettant une véritable stabilité politique et économique. Par une singulière inversion de l'effet de la cause, il promet la disparition des inégalités par la négation de la lutte des classes, et l'intégration complète des organisations syndicales dans l'appareil d'État (corporatisme). Il fait miroiter l'utopie d'une société de petits producteurs indépendants, liés non par les liens froids et impersonnels de l'argent mais par la fraternité patriotique.

Dans les années 30, il clamait être une alternative à la fois au capitalisme — assimilé aux trusts anglo-saxons et à la finance juive — et au communisme — représenté comme l'instrument des masses barbares de l'est. Ces ennemis étaient d'ailleurs perçus comme les deux faces de la même pièce : le capitalisme détruit la société *par en haut* (égoïsme, ploutocratie, mépris des « petites gens »), le communisme *par le bas* (démagogie, rejet du patriotisme, agitation permanente).

Un parti en mutation

Fondé en 1972 et se développant à partir des années 80 (notamment grâce à Mitterrand qui veut l'utiliser pour diviser la droite¹), le FN rassemble à ses débuts toutes les sensibilités de l'extrême droite française : nostalgiques du royalisme, pétainistes, partisans de l'Algérie Française, catholiques traditionalistes, néo-païens, héritiers de la collaboration... La cohésion de l'ensemble est assurée par la figure de Jean-Marie Le Pen, tribun populiste et démagogue qui parvient à appréhender les peurs engendrées par la crise à travers un discours nationaliste et xénophobe.

Le programme est alors idéologiquement réactionnaire, socialement conservateur et économiquement libéral. Il se veut le défenseur du petit capital contre le grand, et contre un État incapable de le protéger². Sa base sociale puise dans la petite et moyenne paysannerie, les artisans et commerçants, les professions libérales. N'hésitant pas à se proclamer le « Reagan français », Jean-Marie Le Pen prône dérégulation,

1 Cf. http://fr.wikipedia.org/wiki/François_Mitterrand_et_l'extrême_droite#Une_manipulation_du_Front_national_.3F

2 Rappelons que Jean-Marie Le Pen débute sa carrière politique au sein de l'Union des Forces Françaises, versant politique de l'*Union de Défense des Commerçants et Artisans* de Pierre Poujade.

privatisation, lutte contre les syndicats... tout en réclamant plus de protectionnisme et moins d'immigration. Bref, il répond aux attentes d'une petite-bourgeoisie tentant désespérément d'enrayer la concentration du capital. Il s'agit avant tout de préserver, voire de rétablir l'ordre existant. Les dérapages antisémites, révisionnistes ou racistes de Jean-Marie Le Pen ne changent pas cette nature profondément *conformiste*. Mieux, ils servent de caution aux autres partis bourgeois : le FN est xénophobe et dangereux, donc eux sont tolérants et respectables. Le FN les accuse d'être « tous pourris », donc ils sont tous honnêtes.

Or un double phénomène est à l'œuvre depuis une dizaine d'années et s'est accéléré avec l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du parti³ : d'une part le lissage des aspérités médiatiques du parti, la volonté d'être « fréquentable », de l'autre un discours qui n'est plus uniquement nationaliste mais également social.

Le premier symptôme est la montée du vote ouvrier en faveur du FN. Largement connu depuis l'élection présidentielle de 2002, ce phénomène s'enracine durablement. Ses bastions électoraux, hors PACA, sont les régions désindustrialisées du Nord et de l'Est. Les dernières élections cantonales l'ont vu atteindre des scores supérieurs à 30% dans de nombreux quartiers populaires. Et un récent sondage Ifop⁴ place Marine Le Pen largement en tête des intentions de vote chez les ouvriers pour 2012, avec 36%.

Cela traduit certes un désarroi face aux crises auxquelles les partis de gouvernement (et la gauche anticapitaliste, quoique pour des raisons différentes) sont incapables de répondre. Il renvoie dos-à-dos l'UMP et le PS, les deux étant des alliés objectifs au service d'un même système — ce que le FN nomme le « mondialisme » : règne des compagnies multinationales, immigration, perte de la souveraineté et de l'identité des nations, sous la direction de bureaucraties étatiques ou supra-étatiques du type UE ou FMI⁵. Mais surtout, le FN ne s'affiche désormais plus comme un parti de notables, mais de masse, et une indéniable mutation de son programme est en cours. Trois aspects le soulignent particulièrement :

1) D'abord, l'insistance croissante sur les questions sociales, non pas comme un supplément d'âme mais comme partie intégrante de son programme. Ainsi, après s'être opposé (du moins en paroles) à la réforme des retraites, son projet pour 2012 prévoit un maximum de 40 annuités de cotisations pour une retraite à taux plein. Contre ce discours trompeur, nous devons souligner que le FN refuse dans le même temps le retour au 37,5 annuités de cotisation pour tous, s'oppose à tout âge légal de départ au nom de la « liberté » de travailler plus longtemps promet de s'attaquer aux droits des travailleurs immigrés et d'encourager les familles et la natalité françaises⁶. De même, loin des diatribes de son père contre une fonction publique inefficace et politisée, Marine Le Pen s'est récemment fendue d'une lettre ouverte aux fonctionnaires où elle plaide pour la défense des services publics « *auxquels nous sommes tous tellement attachés* », critique durement la RGPP et assure de sa volonté de préserver leur statut, « *gage d'indépendance* », espérant duper une partie des petits fonctionnaires avec ces dénonciations qui masquent son véritable programme. On note aussi un très net changement de discours envers les syndicats où le FN, après les avoir tant décriés, prétend désormais s'implanter. Il s'y heurte et c'est heureux, à un très fort rejet : nous devons être en première ligne pour expulser les fascistes et les racistes des syndicats ouvriers. Le FN se pose en défenseur de la base syndicale contre les bureaucrates, posture qui tente d'exploiter le mécontentement d'un certain nombre de travailleurs face aux concertations permanentes entre les chefs syndicaux et le pouvoir. Cependant Marine Le Pen, tout comme Bruno Gollnisch ont violemment dénoncé la grande lutte des salariés contre la réforme de Sarkozy et remettent en cause d'une façon générale le droit de tous les travailleurs à user de leur place dans la production pour imposer leur volonté au pays par la manifestation et la grève au nom du maintien de l'ordre et de la préservation des intérêts de l'économie nationale. Ainsi Marine Le Pen a déclaré le 22 octobre 2010 : « *Ensemble, gouvernement et syndicats jettent la France dans le chaos... Voilà deux semaines que la*

3 On peut retracer l'origine de cette mutation à la scission de 1999. Bruno Megret, qui prétendait paradoxalement incarner le versant respectable du parti, a surtout attiré ses éléments les plus extrémistes. Aujourd'hui, son *Mouvement National Républicain* ne survit que par la surenchère populiste envers le FN et une politique d'alliance avec d'autres formations marginales de l'extrême droite (*Nouvelle Droite Populaire, Parti de la France*).

4 <http://www.lejdd.fr/Election-presidentielle-2012/Actualite/2012-le-match-pour-l-electorat-populaire-303523/>

5 Ce discours ne se retrouve pas uniquement en Europe, où la progression des mouvements populistes et xénophobes est un fait largement commenté, mais également dans un pays réputé allergique aux extrêmes comme les États-Unis. Le mouvement des Tea Party se veut tout autant l'adversaire de Wall Street que du *big government* démocrate, les deux étant accusés de ruiner la classe moyenne. Les contribuables doivent payer pour les improductifs, d'un côté les banques ruinées, de l'autre les masses miséreuses : chômeurs (souvent noirs), clandestins (presque toujours latino-américains), tiers-monde (plus ou moins islamisé)...

6 http://www.frontnational.com/?page_id=1120

France s'installe dans le chaos, entre grève, manifestations et blocus... La tolérance zéro doit s'appliquer à tous les émeutiers. » Quant à Bruno Gollnisch, il a déclaré le 4 novembre 2010 : « *Le sabotage de l'économie française caractérise l'action des dirigeants de la CGT... Ces blocages frappent avant tout les salariés qui se rendent à leur travail, les entreprises et menacent l'emploi... La CGT doit être rendue pénalement responsable, ses dirigeants doivent en répondre.* »

2) Ensuite, la revendication des valeurs républicaines. Immigration et islam ne sont plus tant rejetés du fait de leur extériorité à la France catholique que sous prétexte de leur antagonisme avec la République (laïcité, droit des femmes). Et, quand Marine Le Pen « dérape » elle ne défend pas, à l'inverse de son père, l'occupation allemande qui n'aurait pas été « particulièrement inhumaine », mais elle la flétrit au contraire en comparant les prières de rue musulmanes à celle-ci. Les grandes figures du panthéon républicain sont aussi mobilisées, de Jaurès (« *à celui qui n'a plus rien, la patrie est son seul bien* »), à De Gaulle (hier encore haï pour avoir permis l'indépendance algérienne). La République n'est plus le système honni, c'est le système qui a trahi la République.

3) Enfin émerge autour du *Front National*, dont l'effectif militant reste assez limité (22 400 adhérents revendiqués au congrès de janvier 2011), un vaste réseau de groupes (*Égalité et Réconciliation, Bloc Identitaire*), sites Internet (*Riposte Laïque, Fdesouche*), initiatives locales (la nébuleuse « national-autonome »)... qui constituent autant d'éléments pouvant constituer le grand « rassemblement national » que le FN appelle de ses vœux. Les thèmes sont les mêmes (fusionner la « gauche du travail » et la « droite des valeurs », lutter contre « l'offensive islamique » en cours, combattre l'insécurité), mais sans cette recherche d'une image policée et d'ancrage institutionnel qui caractérise aujourd'hui le FN. Les divergences et les conflits qui peuvent exister entre le parti et ces éléments gravitant autour ne doivent pas masquer leur complémentarité, entre la respectabilité de l'un, et la violence (effective ou latente) des autres.

Populisme ou fascisme ?

La mutation du Front national est incontestable. On le voit notamment sur le plan économique, où il est passé sans transition de l'ultra-libéralisme à l'antilibéralisme⁷. De cette métamorphose en cours peut surgir un parti de gouvernement national-populiste comme en connaissent plusieurs pays européens (comme le *FPÖ* en Autriche ou la *Ligue du Nord* en Italie), allié à la droite « modérée ». Mais l'aggravation de la crise, la montée du mécontentement social qu'elle engendre, l'incapacité des partis traditionnels de la bourgeoisie à en juguler les effets dévastateurs, rendent possible une autre issue : l'apparition d'une alternative à droite, par l'évolution du FN en un parti authentiquement fasciste.

Aujourd'hui, Marine Le Pen joue (et capitalise) sur les deux tableaux, en se posant à la fois comme un parti « anti-système », rejetant le capitalisme mondialisé et le communisme, et comme un parti aspirant à gouverner dans le cadre des institutions démocratiques bourgeoises, en alliance avec une partie de l'UMP (notamment le courant « Droite populaire »). Mais il n'est pas sûr qu'elle puisse tenir cette posture très longtemps.

Quelles tâches pour les anticapitalistes ?

L'unique manière de vaincre la possible montée du fascisme est de renforcer la conscience de classe du prolétariat, l'orienter vers la lutte contre son véritable ennemi. Car non seulement la bourgeoisie, en gérant ce système inhumain qu'est le capitalisme, permet le développement du fascisme ; mais elle n'a jamais hésité à s'allier avec lui quand ses intérêts de classe étaient en jeu. Alors, toutes les belles phrases du bourgeois sur la Démocratie, de même que toutes les diatribes du fasciste contre le Système apparaissent pour ce qu'elles sont : de la poudre aux yeux.

D'où l'importance de ne pas se tromper de stratégie : constituer un « front républicain » avec la fraction de gauche de la bourgeoisie ne ferait que nous placer en défenseur d'un système indéfendable et ferait apparaître le fascisme comme son seul opposant véritable, ce qui constitue son fonds de commerce. En revanche, il faudra évidemment s'unir dans l'action avec les organisations du mouvement ouvrier (syndicats, PC, PG...) contre les attaques fascistes comme pour défendre les acquis démocratiques.

Le NPA doit assumer un programme révolutionnaire et se démarquer de la « gauche de la gauche » (*Front de gauche*) qui est partie prenante du système en place. D'une part, c'est une impasse politique, et

⁷ Nous y reviendrons dans un prochain article, « Programme économique du FN : de l'ultra-libéralisme à l'anti-libéralisme ».

d'autre part c'est un très mauvais calcul puisque les travailleurs ne sont pas « effrayés » par la radicalité.

Nous devons lutter contre l'ensemble des partis du système, nous opposer farouchement aux thèses du FN (non seulement aux thèses racistes et sécuritaires, mais aussi aux thèses économiques et sociales) et porter un projet anticapitaliste conséquent et concret, c'est-à-dire un projet communiste révolutionnaire, qui ose poser la question du pouvoir et exposer les premières mesures que les travailleurs auto-organisés devraient prendre.

Tomazo Kafliyov